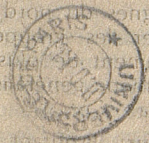


ANCHA



AGENCIA NOTICIOSA CHILENA ANTIFASCISTA
EDITADA POR EL FRENTE DEL PUEBLO EN EL EXTERIOR



CON LA UNIDAD Y LA LUCHA, LA **R**ESISTENCIA VENCERA

No 31

Avril 1978

25¢

Le cas Letelier

**La preuve de son assassinat inculpe la junte militaire fasciste.
Le chef de l'ex-DINA, Manuel Contreras, démissionne à cause de
son implication dans l'affaire.**

Les enquêtes menées par les services de la police américaine en sont venues à la conclusion que deux membres des forces armées chiliennes, membres de la DINA (Centre national d'Information), sont suspects d'avoir effectué des contacts avec les assassins de l'ex-ministre Orlando Letelier.

Ces deux agents de la junte, se faisant passer sous les faux noms de Juan William Rose et Alexandro Romeral Jara, sont entrés aux Etats-Unis avec des passeports officiels du gouvernement chilien en août 1976, un mois avant l'assassinat.

Tandis qu'aux Etats-Unis les deux agents de l'ex-DINA, aujourd'hui connue sous le nom de CNI, entraînent en contact avec des groupes d'"individus louches" cubains ("gusanos"), ces derniers, étant par la suite responsables du comité de l'assassinat, reçurent "un montant d'argent important" pour le boulot.

Il a aussi été prouvé que ces mêmes individus avaient, auparavant, essayé d'obtenir des visa avec des passeports ordinaires du consulat nord-américain à Asunción, au Paraguay, mais que leur requête avait été rejetée.

L'utilisation de documents chiliens accordés directement par la chancellerie chilienne, ajoutée aux autres événements, prouve catégoriquement que l'assassinat de Letelier fut directement ordonné par Pinochet.

Dans le cas des passeports il n'y a pas de doute. Les passeports officiels qu'ils ont utilisés furent émis ensemble, puisque le passeport utilisé par Romeral porte le numéro 527-76 et celui de Williams, le numéro 528-76, et aussi les visa du consulat nord-américain ont des numéros successifs.

Par suite des enquêtes, le juge William Bryat de la cour du district de Colombia, aux Etats-Unis, a exigé que les deux suspects soient

interrogés "aussi en détail que possible".

Ainsi à la fin de février 1978, la cour de justice des Etats-Unis, par l'intermédiaire du département d'Etat, envoyait à la cour suprême de justice du Chili des lettres rogatoires qui contiennent une liste de questions qui devraient être formulées aux soit-disant Williams et Romeral.

La requête a troublé les eaux des fascistes et de leurs serviteurs indonditionnels au ministère de la justice chilien. Chacun d'eux se faufile pour se décharger de ses responsabilités et comme d'habitude Pinochet a déclaré: "il s'agit d'une campagne très bien organisée comme toutes les campagnes montées par les communistes pour discréditer le gouvernement" (publié dans *Ercilla*, no 224, 15 mars 1978).

Ce nouvel "avertissement" et cet appel à l'ordre qu'a reçus Pinochet de la part du gouvernement américain est un seau d'eau froide qui s'abat sur leurs plans, car la junte pensait qu'elle recommençait à gagner la sympathie des Etats-Unis, basant ses croyances sur la série de mesures et de farces qu'elle avait montées dans cet objectif, comme l'annonce du retour à un gouvernement constitutionnel à une date indéterminée, la farce du référendum, etc.

Les réactions des fascistes

Les autorités fascistes ont tout d'abord déclaré que les suspects n'appartenaient pas aux forces armées. D'une part l'identité réelle des deux agents fut mise à jour, car leurs véritables noms correspondaient à l'officier militaire Armando Fernandez Laros (Romeral) et à Michael Townley (Williams), un citoyen américain de

40 P 8851

résidence chilienne, marié à une chilienne. Ce dernier fut impliqué en juin 1973 dans l'assassinat du gardien du poste 5 de la station de télévision de Talcahuano, pendant l'agression perpétrée contre le poste par des éléments fascistes de "Patria y Libertad".

L'identification de ces assassins se fit au moyen de leurs photos envoyées avec les "lettres rogatoires" et qui correspondent à celles présentées avec la requête pour visa.

Une autre "énigme" qui est apparue lors de l'enquête au Chili est la disparition des passeports officiels. En effet, ils sont repris par la police internationale, lorsque leurs porteurs entrent au pays, après quoi la police internationale les remet à la chancellerie. Jusqu'à date ils n'ont pas été trouvés. Cette situation embarrassante a donné lieu à une série de manoeuvres chez les fascistes: tactiques dilatoires, dénégation de l'émission des passeports, etc. Mais à mesure que les jours passent, ils ont dû laisser percer certains faits qui étaient gardés dans le secret absolu.

La chancellerie chilienne a admis la "possibilité" que les passeports officiels aient été émis. Quant à elle, confrontée à des rumeurs persistantes et à des écrits dans les journaux et magazines du pays et de l'étranger, l'armée a publié la déclaration suivante:

"1. C'est un fait que le capitaine Armando Fernandez Larios est un membre de l'armée.

2. Néanmoins cette institution n'a aucune information à l'effet que le ministre des Relations extérieures a donné au dit capitaine un passeport en son nom ou sous un autre nom.

3. Cependant, on s'attend à des faits supplémentaires avec l'enquête qu'effectue le ministre sur cette affaire."

Les coups de cet imbroglio ont atteint le point où ils touchent les hommes forts du régime, les protégés de Pinochet, comme dans le cas de Manuel Contreras, le sinistre ex-chef de la DINA, qui a dû démissionner à cause de son implication dans l'opération. Le fait que l'homme qui jouit le plus de la confiance de Pinochet et un loyal exécuteur de ses plans se trouve dans une situation aussi délicate peut révéler que l'accusation mène directement au tyran lui-même.

Enfin, avec la preuve révélée à date, il sera difficile pour le

gouvernement fasciste de se décharger de ses responsabilités. Cependant, Pinochet, pour alléger les graves accusations dirigées contre lui par ses patrons américains, prétend qu'il s'agit d'une autre campagne des "marxistes". Tout cela indique en outre que le tyran continue de perdre la faveur de l'impérialisme américain et que ce dernier poursuit sa politique d'"échange".

Autres faits

De nouvelles complications se sont déployées à mesure que des faits sont révélés à l'opinion publique par suite des "procédures" entreprises par la "justice" en réponse aux "lettres rogatoires" de la cour de justice américaine.

L'un de ces faits est relié au soi-disant suicide de **Carlos Guillermo Osorio**, qui était directeur du Protocole jusqu'au jour de sa mort mystérieuse. En tant que responsable de la chancellerie chilienne, il fut celui qui a signé et autorisé les passeports officiels utilisés par les soi-disant Williams Rose et Romeral Jara.

Carlos Guillermo Osorio fut trouvé mort dans sa maison le 22 octobre 1977, une balle dans le front et depuis ce temps, une série de faits étranges commencèrent à circuler. Tout d'abord, il n'y a pas eu d'autopsie légale comme c'est la règle. Deuxièmement, la déclaration émise par le juge de la 6e cour criminelle de Santiago le fut en un temps record, décrétant le "suicide". Les parents et les amis d'Osorio ont souligné que c'est un cas d'assassinat.

Maintenant le même juge qui a "clos" l'affaire dans un temps tellement record au mois d'octobre dernier, a ordonné une nouvelle enquête. D'autre part, étant donné l'importance des "lettres rogatoires", le département américain de la justice a envoyé au Chili un agent fédéral du fisc, Eugène Propper, pour participer à l'enquête sur les accusés. Il a apporté avec lui de nouvelles preuves photographiques pour élucider l'identité des agents de Pinochet. Il semble que le gouvernement américain n'ait pas la moindre confiance dans le système judiciaire dirigé par les fascistes. Ce n'est qu'ainsi que peut s'expliquer la présence au pays de cet agent du fisc.

* * *

Pinochet et les changements

Pinochet et ses hommes de main avisés continuent de s'enthousiasmer des changements qu'ils ont apportés et qu'ils continuent d'apporter. Oui, et même si cela sonne un peu étrange, c'est vrai.

Ils ont complètement changé le pays. Aujourd'hui au Chili règnent la pauvreté, l'exploitation, le manque de liberté, l'obscurantisme, la mort et la torture. Ce sont là les changements que chacun peut observer.

Cette fièvre de "changements" imposés par les fascistes pénètre tous les fronts. Le jour même qu'ils réalisaient le plus brutal des coups d'Etat, ils déclaraient avec le sourire que ce n'était pas un coup militaire, mais "un décret militaire". C'est le point où tous les changements ont commencé.

Les stades ne furent plus des lieux de divertissement, ils furent

transformés en énormes prisons et en lieux de torture et de mort. Plusieurs facultés universitaires furent fermées à l'ordre des fascistes. Peut-être selon cette mentalité arriérée voyaient-ils en cela un grand changement dans la culture et l'éducation. Non satisfaits de cette mesure, au cours des derniers jours, il leur est passé par la tête de donner un nom plus "aristocratique" au ministère de l'Éducation publique, qui à partir de maintenant sera appelé "ministère de l'Éducation et de la Culture" (publié dans *Que Pasa?* no 361, 22 mars 1978)

Pour tenter de duper le peuple et essayer de cacher l'inflation, le tyran a changé l'ancienne monnaie, l'escudo, pour le peso.

Les communautés et les rues avec des noms de "mauvais individus" furent rebaptisées avec des noms de généraux. La communauté prolétarienne de "las Barrancas" s'est fait changer

Tout article ou extrait d'ANCHA peut être reproduit totalement ou partiellement pour d'autres publications, avec obligation d'en préciser la source.

* * *


ANCHA propose un échange régulier à toutes les publications anti-impérialistes, démocratiques, de solidarité ou informatives de tout pays.

* * *

ANCHA offre en plus à ses lecteurs la possibilité d'être ses correspondants permanents, qui obtiennent en échange un abonnement gratuit à ses bulletins. Les articles doivent être envoyés à: ANCHA, B.P. 59, Paris 75623, Cedex 13, France et doivent traiter de la lutte des peuples d'Amérique latine ou de la solidarité à leur égard.

* * *

Agence de Nouvelles chilienne antifasciste
Publiée par la Branche extérieure
du Front du Peuple



Disponible de: **ANCHA**
B.P. 59, Cedex 13
Paris 75623, France

Aux tarifs suivants: **En Europe: 1 an: 30 francs**
Abonnement de soutien: 50 francs ou plus
Alailleurs: 1 an: \$10.00
Abonnement de soutien: \$15.00 ou plus
Veuillez faire tous les chèques ou mandats postes envoyés à l'adresse susmentionnée à l'ordre de **Bernard Guerrien (pas à ANCHA)**.

Les éditions française, anglaise et espagnole produites au Canada par le Comité canadien d'Appui à la Résistance chilienne sont disponibles du:
Comité canadien d'Appui à la Résistance chilienne ou du: **Centre national de Publications**
B.P. 185, station Outremont, Montréal, Québec, Canada B.P. 727, station Adelside, Toronto, Ontario, Canada

Les tarifs d'abonnement aux éditions française, espagnole ou anglaise produites au Canada sont de \$4.00 pour un an. Prix par exemplaire: \$0.25
Veuillez faire tous les chèques ou mandats postes envoyés aux adresses susmentionnées à l'ordre du Comité canadien d'Appui à la Résistance chilienne ou à l'ordre du Centre national de Publications, respectivement.

Veuillez indiquer clairement vos nom et adresse et la langue dans laquelle vous désirez recevoir le bulletin.

son nom pour "Pudahuel", lui donnant ainsi une touche exotique et internationale.

Même certaines rues ne sont plus les mêmes. Maintenant par ordonnance des fascistes elles sont connues comme des "boulevards". Un exemple, le "boulevard Ahunada".

Ce sont ces "changements" et d'autres pires que le tyran Pinochet a fièrement apportés, mais les plus importants ont été apportés au cours des derniers mois.

Avec des chants et des dances il a annoncé que la DINA était "dissoute". En fait ce n'était qu'un de ses plus brillants "changements". La sinistre DINA a changé son nom en Centre national d'Information et elle continue d'assassiner et de torturer malgré son nouveau nom.

Le 8 mars, la Journée internationale de la femme, n'existe plus pour Pinochet. Néanmoins il a promulgué par "décret suprême" une journée pour les femmes fascistes et il a choisi le 2 décembre, anniversaire de la "marche des casseroles vides" et à sa honte, personne, pas même ses propres femmes, n'a célébré cet événement. Au contraire, le 8 mars dernier, ce jour fut célébré avec

dignité à travers le pays, y compris par diverses institutions et lycées qui ont provoqué de violentes réactions de la part des militaires.

Selon Pinochet, les milliers de prisonniers politiques qui remplissent les prisons n'en sont pas. Ils sont appelés des "Coupables qui ont agi contre la patrie".

Poursuivant ses "changements", le 11 mars dernier, il n'a pas prolongé l'état de siège, mais cependant dans le monde réel celui-ci se maintient en force sous un autre nom, la "zone de l'état d'urgence".

Le couvre-feu a aussi changé de noms au cours du mois de mars. Maintenant il s'appelle "limitation des déplacements nocturnes". Simple. Pour Pinochet le couvre-feu n'existe plus et rapportant les déclarations mêmes du tyran inspiré, cette mesure n'était nécessaire que "lorsqu'il y avait des problèmes politiques". Aujourd'hui la "limitation des déplacements nocturnes" est "une affaire économique", car de cette manière il y aura "économie d'énergie électrique et de combustible".

* * *

Parti Communiste Révolutionnaire du Chili



Les extraits suivants sont parus dans le journal clandestin publié au Chili, *El Pueblo*, organe du Parti Communiste Révolutionnaire du Chili (PCR), dans son numéro 94.

"Le Chili, comme nous le savons, est un pays dominé par l'impérialisme américain sur les plans politique, économique et militaire. Dans une telle situation, tout gouvernement constitué légalement ou illégalement, qu'il soit civil ou militaire, a fondé sa stabilité sur le montant d'appui qu'il était capable d'obtenir de l'impérialisme. Pour cette raison tout gouvernement a tenté de maintenir les meilleurs rapports possibles avec lui, évitant en même temps, d'avoir à l'affronter sur des questions fondamentales, essayant de rester du bon côté comme le dit le dicton. (Ceux qui aspirent à occuper le gouvernement d'un pays, Frei étant le cas typique, en ont fait autant).

Dans ce contexte Pinochet n'est pas un cas d'exception. Tout comme cela se produit dans la mafia, les réactionnaires chiliens ont un "parrain" et ils savent que c'est dangereux de le contredire. Les gouvernements tout militaires qu'ils soient, tombent quand les impérialistes en décident ainsi. De la même manière, l'aspect qui comportait le plus de poids dans la décision de Pinochet était l'attitude prise par le gouvernement américain (cet article est écrit en référence à la convocation du "référendum"). Ce fut la condamnation ouverte et décisive du gouvernement de la junte militaire fasciste par l'impérialisme américain aux Nations unies.

Le geste du gouvernement impérialiste n'est aucunement inspiré par son soi-disant "esprit humanitaire", mais il est dicté par ses intérêts vitaux d'exploiteur et de puissance dominante. Si la violence contre-révolutionnaire est utile, pour réaliser ses fins elle conserve son déguisement d'agneau; si les "Droits de l'Homme" sont utiles, elle change de déguisement. Peu importe combien de fois elle change son déguisement, en-dessous, le même loup rôde toujours sournoisement. Dans la position de l'impérialisme il y a trois raisons qui paraissent des plus importantes.

La première est le développement significatif de la lutte populaire anti-fasciste du peuple chilien qui, du point de vue impérialiste, doit être fourvoyée par la voie réformiste mise de l'avant par l'impérialisme lui-même; ou dans l'avenir une situation semblable à celle du Portugal pourrait avoir lieu au Chili avec le risque que la classe ouvrière à la tête du peuple prenne le pouvoir et prenne la voie du socialisme ou, comme alternative le social-impérialisme russe pourrait faire en sorte de détourner le mouvement le long de sa propre sphère d'influence. Dans chacun des deux cas cela signifierait la fin de la domination américaine dans notre pays.

"La deuxième raison est la pression qu'il a dû affronter de la part du social-impérialisme russe qui a utilisé le problème chilien pour essayer d'isoler l'impérialisme américain et d'atteindre ainsi, avec de l'avance sur ce côté, la réalisation de ses projets de domination

mondiale.

La troisième raison, c'est qu'à l'intérieur du Chili a été renforcé jusqu'à un certain point le secteur de l'opposition bourgeoise dirigé par le frémisme, pour qui le gouvernement impérialiste actuel montre une affection spéciale. Se basant sur le frémisme, à la tête des secteurs pro-yankees, il cherche à effectuer des manoeuvres pour remplacer le fascisme avec par le fascisme sans Pinochet; de cette manière, il espère éviter le danger potentiel. En ce sens l'impérialisme se sent plus en sécurité au Chili, aussi longtemps que l'opposition bourgeoise se renforce, spécialement l'opposition frémiste.

Le durcissement de la position Yankee à l'égard de la junte a produit l'exacerbation plus vive et plus rapide des autres contradictions de la manière suivante:

Les fissures qui existent au sein de la junte et entre les différentes sections fascistes s'approfondissent. Puisqu'ils voient dans l'impérialisme leur plus ferme appui et puisque celui-ci se montre insatisfait du gouvernement fasciste de Pinochet, aujourd'hui ils cherchent des moyens de s'intégrer à l'impérialisme de manière à ce que leurs intérêts ne subissent pas de préjudice, pas plus que leur contrôle du pouvoir. Pinochet qui s'est élevé en chef suprême du fascisme chilien est la victime appropriée, le bouc émissaire le plus approprié pour leurs visées d'impérialistes. Ne tenant que Pinochet et sa clique à blâmer pour tous les crimes commis, ils blanchissent tous les autres secteurs fascistes de toute responsabilité. Se levant hypocritement les mains devant le monde, ils tentent de duper les masses afin de continuer à appliquer leur politique fasciste sans Pinochet. Pour cette même raison, les fascistes s'en prennent à Pinochet comme à un chien puant, essayant de paraître aussi peu impliqué que possible avec lui.

2. L'opposition bourgeoise au fascisme pinochétiste a été encouragée, spécialement le secteur frémiste, qui en tant que loyal interprète des politiques réformistes de l'impérialisme américain, se perçoit comme le sûr appui de ce dernier. Les activités de l'opposition sont devenues moins timides, entreprenant des campagnes plus intenses de dénonciations, de critique et de protestations dans le cadre permis par les fascistes.

3. Les appétits territoriaux des gouvernements militaires des pays voisins, spécialement l'Argentine, ont énormément augmenté quand ils ont vu le gouvernement Pinochet aussi isolé sur le plan international, rongé par les luttes intestines et assiégé par la lutte des masses. Tout cela rend le pays une proie relativement facile pour ces appétits.

4. Toutes ces contradictions ensemble ont donné lieu à une atmosphère qui est d'autant plus favorable au développement plus large et plus profond de la lutte de la classe ouvrière et du peuple travailleur pour renverser la junte militaire fasciste, pour l'arracher par ses racines impérialistes et oligarchiques."

Mouvement de la Gauche Révolutionnaire **MIR**

Nous publions le texte intégral de l'article intitulé "Les patrons tentent l'institutionnalisation de la surexploitation du peuple", paru dans le numéro 132, du journal clandestin publié au Chili El Rebelde, organe officiel du MIR.

Depuis l'annonce de Charcarillas par Pinochet, au sujet du processus de "l'institutionnalisation" de la dictature, jusqu'au discours de Carvajal aux Nations unies, où l'alignement "démocratique" du régime fut mis de l'avant, un processus de discussion fut entrepris au Chili qui a même atteint des proportions internationales.

Dans ce débat public, l'impérialisme américain tout comme l'opposition bourgeoise au Chili ont eu un rôle important. L'"institutionnalisation" mise de l'avant par la dictature cherche à trouver les formes et les moyens dans le cadre d'une constitution politique, qui garantira, d'une part, la lutte entre toutes les fractions bourgeoises ce qui est en mots tout ce qu'est la démocratie; et qui d'autre part garantira la répression et l'assujettissement de toutes les sections exploitées et opprimées du peuple, ce qui est appelé "sécurité nationale".

Le débat bourgeois

Ce débat devrait rappeler aux masses du peuple, du prolétariat, aux démocrates petits-bourgeois, que le centre du "débat" n'a pas été le caractère de la démocratie qui va être appliquée ni la signification qui sera donnée aux concepts de sécurité nationale. **Sur ces questions il y a un consensus absolu.**

Ce que discute l'impérialisme, c'est si les mesures adéquates sont prises pour réaliser l'institutionnalisation et les délais prévus sont suffisamment brefs. De cette manière, l'impérialisme cherche à donner davantage de flexibilité au régime et à renforcer ainsi sa pénétration dans le pays.

L'opposition bourgeoise dirigée par Frei et la démocratie chrétienne discute non pas du caractère souverain et démocratique du prochain parlement, mais les possibilités qu'ils ont d'être élus et de réaliser une majorité dans ce "parlement". De cette manière l'opposition bourgeoise cherche à s'établir sur un pied d'égalité avec la section dominante actuelle de la bourgeoisie nationale, le secteur monopoliste financier.

La discussion de ce problème de l'"institutionnalisation" a mis sur la table de discussion et de transaction tous les intérêts sombres et convergents de la classe dominante et des impérialistes.

Ce que la classe ouvrière et toutes les sections populaires devraient voir clairement, c'est que la soi-disant "institutionnalisation" de la dictature et la "démocratie limitée" ne sont rien d'autre que la continuation de la politique de domination de l'impérialisme américain pour l'Amérique latine.

La démocratie limitée, qui fait l'objet de l'accord de toute la bourgeoisie, est la perversion politico-militaire qui établit la défense de la "sécurité nationale" comme le thème central de la domination du système capitaliste.

La sécurité nationale, encouragée comme du "patriotisme" par la dictature, est le développement de la stratégie de sécurité de l'impérialisme en Amérique latine.

L'impérialisme américain, depuis les années 1950 et même de façon plus obligatoire depuis les années 1960, confronté à l'exacerbation de la lutte de classes en Amérique latine, confronté au soulèvement de divers groupes de guérilla et à de fortes organisations de la classe ouvrière, a élaboré une stratégie de sécurité qui incluait dans ses plans les gouvernements d'Amérique latine et les forces armées; avec cela il cherche à soustraire la base d'appui des mouvements révolutionnaires et des mouvements populaires. On voit que, loin de s'être écarté de cette stratégie, l'impérialisme est le principal instigateur des dictatures sur le continent.

Toutes ces dictatures, qui sont nées à cause et en vue de la défense de l'impérialisme, prétendent de manière contradictoire qu'elles sont la réponse "nationale" à l'ingérence étrangère. C'est ainsi que travaille en ce moment la domination impérialiste en Amérique latine et au Chili.

Le fait que chacun d'entre nous, révolutionnaires et forces populaires du Chili, n'ait pas eu une somme d'expérience suffisante et n'ait pas accumulé la quantité suffisante de forces politiques et militaires, a rendu la situation actuelle particulièrement difficile. Mais cela ne signifie aucunement que nous devons abandonner notre tâche fondamentale, qui est de renverser la dictature et d'expulser l'impérialisme américain du Chili; il s'agit d'unir toutes les forces authentiquement démocratiques pour la lutte contre la dictature et d'établir une juste orientation de lutte.

Pour le prolétariat cela signifie qu'il doit élever son niveau d'organisation et d'activité, afin de s'imposer en avant-garde de la lutte contre la dictature.

Pour la petite-bourgeoisie démocratique, cela signifie qu'elle doit élever son niveau de conscience dans sa lutte contre la dictature, laissant de côté ses vacillations et son suivisme des directions carrément bourgeoises. C'est ainsi seulement qu'elle pourra imposer ses droits et non être entraînée dans de nouvelles défaites.

Et si l'institutionnalisation de la dictature se concrétise, ce sont les positions de classe qui doivent être mises de l'avant. Devant cela, le devoir du prolétariat est d'élever notre niveau d'unité, de conscience et d'activité."

* * *



Jeunesse Révolutionnaire Radicale

JRR (IIIe Congrès)

Parce que nous considérons qu'il est important de faire largement connaître le processus de la critique, de l'auto-critique, de l'analyse et du regroupement des forces qui a lieu au Chili, ANCHA publie ci-dessous des extraits d'un document élaboré l'an dernier par la Coordination à l'Étranger de la Jeunesse Révolutionnaire Radicale (IIIe Congrès). Le document s'intitule: "Le Parti Radical, ou la voie droitiste" et il présente une analyse d'une réunion de la direction à l'étranger du parti ci-haut mentionné.

La réalité politique de ce qu'était jusqu'à hier encore le Parti Radical chilien souligne, dans ce qui suit, sous la forme de propositions tactiques, sa pensée sur la question de la "réalité objective chilienne".

Le Document exprime que "la tâche de priorité suprême (est) l'unité d'un Front large anti-fasciste de toutes les forces nationales, y compris les secteurs démocratiques des forces armées dans la tâche commune d'abattre la tyrannie fasciste."

Cette formulation contient, d'une manière irréfutable, sous le couvert d'un langage progressiste, la véritable politique radicale.

En corcordance logique, le discours continue en rejetant comme "erronées et non viables les formules de l'unité apparente avec des bases partielles limitées qui s'opposent au concept unitaire qui devrait dominer en ce moment historique." Sans expliquer cette non viabilité, dans la partie qui suit ils nous présentent la formule magique sur la manière d'échapper au sectarisme sans abandonner ses stratégies; dans leur cas: "édifier une société socialiste,

démocratique et pluraliste". Une telle formule serait de "surseoir à ses particularités idéologiques."

Néanmoins, les faits obstinés s'imposent d'eux-mêmes à ces mots.

En outre, après avoir invoqué le projet stratégique socialiste, sans le relier à la phase actuelle de la lutte, la proposition de son "idéologie" n'est aucunement réaliste.

Si la bureaucratie radicale se sent autorisée à imposer au prolétariat qu'il devrait abandonner ses concepts idéologiques, cela survient précisément parce qu'ils n'abandonnent pas les leurs. Dans les recommandations mises de l'avant par ces "amis du peuple" se cachent des propositions malveillantes.

En ce qui concerne le prolétariat, messieurs les bureaucrates radicaux, il n'est pas possible de renoncer à son indépendance idéologique, la base de son indépendance politique et organisationnelle, car précisément, dans la situation concrète de la lutte contre la dictature il est nécessaire que l'organisation de sa résistance et le renversement de la dictature soient des événements qui font partie du procès général de l'accumulation des forces pour le triomphe de sa lutte contre toutes les formes d'exploitation.

Si bien que les alliances politiques et sociales entre les forces oppositionnelles et contradictoires dans leur lutte représentent des accords possibles et nécessaires dépendamment de la corrélation des forces qui existent de manière objective, ou, ce qui revient au même, sont transitoires.

Pour cette raison, le problème des alliances ne peut être mis de l'avant d'un point de vue abstrait. C'est un problème historique. Le

prolétariat, au Chili, doit s'allier avec toutes les autres couches sociales, mais non à n'importe quel prix ni en toute circonstance.

Au moment présent, les masses populaires ont développé dans la lutte de résistance leurs propres formes d'organisation et de lutte — tels les Comités de Résistance populaire (CRP), les Commissions ouvrières (CCOO), la CRA — qui intègrent les larges sections des masses derrière un programme qui favorise l'unité dans l'action de tous ceux qui sont disposés à renverser la dictature."

En outre, les camarades de Jeunesse Révolutionnaire Radicale (IIIe Congrès) indiquent:

Le renversement de la dictature est une nécessité qui requiert l'unité large du peuple et n'exclut pas, en eux-mêmes, les accords tactiques avec la bourgeoisie. Mais l'élément essentiel de l'expression d'un concept politique prolétarien est de savoir accorder la préférence aux intérêts de la classe dans leur ensemble; c'est-à-dire, lutter pour établir son hégémonie, en termes d'organisation, de programme et de tactiques.

Pour cette raison, bien que la transition à une nouvelle forme de démocratie bourgeoise soit inéluctable, le prolétariat, et dans ses rangs la base honnête et saine du radicalisme, se pose dans ce cadre en classe consciente avec ses propres intérêts socialistes.

Voilà, sous forme sommaire, notre réponse à la résolution de la "Sixième Réunion de la Direction unie" du Radicalisme. Que personne ne s'y trompe. Ces "amis du peuple", avec leurs appels et leurs actions, creusent irrésistiblement chaque jour leur place dans la fosse où tous les ennemis de classe aboutissent: la poubelle de l'histoire.

nouvelles . . . nouvelles . . . nouvelles . . . nouvelles

Manifestations de la Journée internationale de la femme

La Journée internationale de la femme fut célébrée de manière combative à travers le pays. Dans différentes communautés, lycées et écoles des réunions furent tenues qui montraient l'importance des luttes des femmes chiliennes. Aussi au Théâtre "Caupolican" de Santiago, il y a eu une réunion où ont participé les femmes de prisonniers politiques disparus.

En même temps, l'opinion publique internationale et des personnalités de cercles artistiques et littéraires se sont réunies à cette occasion avec les femmes chiliennes, comme le montre le télégramme envoyé par les artistes italiens Claudia Cardinale, Vittorio Gassman, Federico Fellini, Mina et Dominico Madugno, où nous pouvons lire: "A l'occasion de la Journée internationale de la femme, nous transmettons nos salutations aux femmes chiliennes. Nous reformulons la revendication pour la liberté des détenus. Nous espérons que le Chili parviendra bientôt à la liberté à laquelle il aspire."

Conseil de Guerre d'Angol

L'ancien maire d'Angol, Enrique Sanhueza Burgos, un militant démocrate-chrétien, est détenu avec d'autres gens dans la prison d'Angol depuis le 30 décembre.

Pourquoi? Pour avoir fredonné au retour d'un restaurant un chant appelé "La Gallina, No" (Le poulet, Non"). Selon les fascistes militaires, ce chant était un appel à voter "non" au "référendum" prévu le 4 janvier, et c'est pourquoi ils sont détenus.

Il fut annoncé par la suite que de la "propagande contraire à la loi électorale" fut trouvée sur eux. Ils furent tous accusés d'avoir violé la Loi de la sécurité intérieure de l'Etat, et le département militaire d'Angol a formé un Conseil de Guerre qui a condamné Sanhueza et ses amis à cinq ans et un jour de prison, comme c'est la sentence dans les cas de cette sorte.

Pinochet change les noms de l'"état de siège" et du "couvre-feu"

Le 10 mars, Pinochet a déclaré au pays que l'"état de siège", qui était en vigueur depuis le 11 septembre 1973, était levé. Toutefois, il a ensuite poursuivi en "expliquant" qu'il était remplacé par l'"état d'urgence" qui conserve pratiquement toutes les mêmes caractéristiques que l'"état de siège".

A la même occasion, il a fait savoir que c'était la fin du "couvre-feu" qui sera désormais maintenu sous le nom de "limitation des déplacements nocturnes".

Ces deux résolutions du tyran furent transmises au secrétaire général des Nations unies de manière à ce que, par l'intermédiaire des Nations unies, toutes les nations membres soient averties des

"importantes" mesures adoptées pour la démocratisation du pays par la junte militaire.

Nouvelle condamnation de la junte par les Nations unies.

Le 6 mars, la Commission des Droits de l'Homme des Nations unies, réunie à Genève, a approuvé à 24-3, une résolution qui condamne à nouveau le régime fasciste pour les "violations continuelles des droits de l'Homme".

Dans un des paragraphes la résolution indique:

"La Commission partage la profonde préoccupation exprimée par l'Assemblée générale des Nations unies à cause du fait que le peuple chilien continue d'être soumis aux violations continuelles et flagrantes des droits de l'Homme et des droits fondamentaux."

Dans un autre paragraphe, elle indique qu'elle "déploie la destruction des institutions démocratiques au Chili" et elle réclame des éclaircissements sur le sort des personnes manquantes.

Argentine: les expulsions de Chiliens se poursuivent

Trente-six Chiliens, hommes, femmes et enfants, ont été expulsés d'Argentine le 12 mars. Cette fois, l'expulsion a eu lieu dans la province de Coquimbo, contiguë à la province argentine de San Juan.

Plusieurs des personnes expulsées ont déclaré qu'elles avaient été détenues pendant plus de quinze jours et qu'on ne leur avait pas permis d'apporter quoi que ce soit avec elles hors du pays.

La Bolivie brise les relations diplomatiques avec le Chili

Le 17 mars, le gouvernement militaire bolivien par l'intermédiaire de son chancelier Oscar Adriaola, a annoncé à la junte militaire chilienne que son pays suspendait les relations diplomatiques avec le Chili.

Cette situation place notre pays dans une position délicate qui manifeste une fois de plus l'incapacité totale du régime fasciste chilien à résoudre les problèmes diplomatiques et connexes auxquels il fait face.

Prenant avantage de l'isolement international de la junte pinochéviste, non seulement la Bolivie mais aussi l'Argentine (leurs gouvernements fascistes respectifs) pêchent en eaux troubles. Mais ces gouvernements fascistes, tout autant que le gouvernement chilien, ne pourront aucunement résoudre les problèmes, parce qu'ils sont eux-mêmes les représentants de l'illégalité et de la trahison. Seulement lorsque les peuples d'Argentine, de Bolivie et du Chili se donneront des gouvernements authentiquement implantés dans les masses, sera-t-il possible de conclure de justes accords sur les différends à propos desquels se battent aujourd'hui les fascistes pour essayer de détourner l'attention de leurs peuples des problèmes les plus immédiats.

Une importante brochure pour les parents des des familles en exil

Combien y a-t-il de réfugiés en Europe? C'est difficile de savoir le nombre exact, car il n'y a pas de statistiques officielles. On sait seulement qu'approximativement deux tiers de ceux qui sont en exil ont moins de trente-cinq ans et que, comptant tous les Chiliens en exil (en Europe et sur d'autres continents) il y a pratiquement 40.000 "petits Chiliens" qui sont nés en exil. Ces chiffres sont même plus élevés si on ajoute les exilés des autres pays de la cône australe — l'Argentine et l'Uruguay.

Les problèmes psychologiques de l'exil

Accumulant l'expérience de quatre années en exil, comparée à celle de camarades brésiliens et d'Amérique centrale, on a pu voir que les exilés, et spécialement les enfants, ont plusieurs problèmes psychologiques à cause des contradictions soulevées par l'adaptation aux sociétés capitalistes hautement développées, à cause des problèmes de langage, de climat et de mode de vie. Répondant à ces problèmes, des camarades psychologues, exilés chiliens eux-mêmes, ont écrit un livre à l'intention des parents de petits enfants.

La crise d'identité: Dans un langage simple le livre analyse ce que les psychologues appellent la crise d'identité. Les problèmes rencontrés par les enfants lorsqu'ils cherchent à savoir qui ils sont: Français ou Chiliens? ou s'ils ne savent pas s'ils veulent retourner dans leur pays, qu'arrive-t-il si les jeunes se sentent Français?

Comment traiter cela?

Les problèmes du bilinguisme: Les auteurs analysent certains problèmes relatifs au bilinguisme et à la situation qui se produit lorsque les enfants préfèrent jouer et parler en français, oubliant l'espagnol. Quels sont les avantages et les risques du bilinguisme? Le livre traite de ces problèmes, de quelques-uns des problèmes habituels et quelques-uns des problèmes rencontrés par les enfants de langue franco-espagnole.

Les difficultés à l'école: L'ouvrage se termine en donnant des chiffres sur la structure des écoles françaises et la suite d'"écueils" qui attendent l'étranger non averti qui ne sait pas encore quel avenir il veut pour ses enfants lorsqu'on les place dans des "classes d'adaptation" ou dans des "classes de perfectionnement".

Cette brochure, *Problèmes d'adaptation rencontrés par les enfants des réfugiés de la cône australe d'Amérique latine en France*, par Ana Vasquez et Gabriela Richard, est en vente chez CIMADE, 176 rue de Grenelle, Paris 7, France et à la Peña Latino-Americana, qui se tient tous les vendredis soirs, à 27 avenue de Choisy, Paris 13, ou par courrier de CIMADE ou de ANCHA, en envoyant 4 timbres de 1 franc (ou des timbres pour une valeur de \$1.00).

Appui à la presse clandestine

La presse clandestine qui existe au Chili et qui est publiée et distribuée avec des risques énormes, a joué un rôle très important dans le développement de la Résistance.

Vers la fin de 1973, et en 1974, après la Résistance héroïque au coup d'Etat du 11 septembre, alors qu'il y eut un grand recul pour le mouvement de masse, la propagande clandestine fut l'une des premières formes que prit la Résistance populaire. Elevant le moral du peuple, montrant qu'il était possible de "faire quelque chose" contre la dictature, publiant des nouvelles d'actions contre le fascisme et disséminant en général ce que la presse réactionnaire cache ou déforme.

Par la suite, à mesure que se développait la Résistance, la presse clandestine grandit en importance, se transformant en un instrument d'orientation et d'unité des secteurs les plus avancés de notre peuple.

Comme nous l'avons dit auparavant dans les pages d'ANCHA, aujourd'hui il y a des douzaines de journaux à l'échelle nationale ou locale qu'ont publiés les Comités de Résistance, et des milliers et des milliers de tracts et de brochures. Toute cette propagande clandestine est aujourd'hui d'une importance vitale pour la lutte anti-fasciste.

En vue d'éviter la répression et d'assurer la continuité et l'efficacité de la propagande clandestine, la propagande doit être décentralisée. C'est-à-dire, la propagande n'est pas publiée dans un endroit et de là distribuée dans le pays, mais tout journal national ou tract général doit être imprimé par chaque Comité dans les diverses régions du pays, de même que le Comité est responsable pour la publication et l'impression de ses propres tracts relatifs à son propre secteur.

C'est pourquoi chaque Comité de Résistance doit avoir son propre atelier de propagande (un local, un dactylographe, une machine à miméographier, des règles, des stencils, du papier, de l'encre, etc.) L'aménagement de chaque atelier avec le matériel élémentaire coûte environ 10.000 pesos, c'est-à-dire 1.400 francs (\$350), (sans compter le fait que le niveau d'existence des ateliers régionaux ou national nécessite des niveaux techniques plus sophistiqués comme des machines électriques, des stencils électroniques, des presses, etc.)

A cause de la terrible situation économique au Chili, les camarades ont de sérieuses difficultés à acquérir le matériel essentiel, et par conséquent il est très difficile pour chaque comité d'avoir son propre atelier de propagande, ce qui cause du dommage au travail de la Résistance et accroît les risques que les combattants de la résistance doivent prendre.

Dans cette situation, nous pensons qu'il est de notre devoir envers les camarades chiliens qui combattent au Chili de contribuer par tous les moyens possibles à réaliser l'objectif que chaque Comité de Résistance ait son propre atelier de propagande.

Nous lançons l'appel à tous les camarades d'appuyer la lutte du peuple chilien contre la dictature fasciste, sur diverses organisations anti-impérialistes, sur les partis politiques anti-fascistes, sur les Comités de Solidarité avec la Résistance chilienne, sur les Comités du Front du Peuple à l'Etranger, etc., de répondre à cette campagne pour appuyer la presse clandestine d'une manière efficace.

Toutes les contributions devraient être envoyées par chèque ou mandat poste au nom de Bernard Guerrien, ANCHA, B.P. 59, Paris 75623, Cedex 13, France.

Camarades d'ANCHA, veuillez trouver ci-joint ma/notre contribution pour aider chaque Comité de Résistance à acquérir son propre atelier de propagande dans la lutte contre la dictature.

Nom

Adresse

- 10 francs (\$2.50) pour un rame de papier
- 20 francs (\$5.00) pour un tube d'encre à miméographier
- 50 francs (\$12.50) pour des stencils
- 100 francs (25.00) pour des règles et divers matériaux d'imprimerie
- 250 francs (\$62.50) pour une machine à miméographier "vietnamienne"
- 500 francs (\$125.00) pour un dactylographe
- 1000 francs (\$250.00) pour une machine à miméographier manuelle
- 1700 francs (\$425.00) pour l'équipement de tout un atelier élémentaire



Solidarité internationale

Allemagne

Durant le mois de mars s'est tenu le XVIII^e Congrès de la Confédération des Etudiants iraniens à l'étranger (CEIE). Le Front du Peuple du Chili a envoyé ses salutations fraternelles à ses camarades iraniens.

France

Paris: Au début de mars la Deuxième Conférence régionale de l'Union populaire démocratique du Portugal (UPD) s'est tenue à Paris, à laquelle a assisté un représentant du Front du Peuple du Chili qui a lu un message de salutations.

Tours: Le 22 mars, une réunion fut tenue, organisée par l'Organisation pour la Reconstruction du Parti communiste de France (ORPCF) et la Fédération des Etudiants d'Afrique noire en France (FEANF). Au nom de la Résistance chilienne, un représentant du Front du Peuple est intervenu à la réunion. Le Front du Peuple a aussi diffusé et vendu à grande échelle des documents relatifs à la lutte du peuple chilien.

Italie

Massa: La Radio populaire de cette cité a organisé le 12 mars un programme de deux heures consacré à la Résistance chilienne où ont participé les organisations suivantes, répondant aux questions formulées par la station de radio: le Comité d'Appui à la Résistance chilienne en Toscane, le Parti socialiste du Chili(cnr), le Parti Communiste Révolutionnaire du Chili, le MAPU, et le Front du Peuple du Chili.

Aussi à Massa ce jour-là, une réunion fut organisée au Théâtre Guillermo où l'ensemble musical MAUCO a interprété divers chants de son répertoire et a aussi présenté la position combative des artistes anti-fascistes. Ont aussi participé des camarades du Front du Peuple, du MAPU, du PCR et du PS(cnr) qui ont tous dénoncé avec force et dans un esprit d'unité la dictature fasciste, mis de l'avant la nécessité de renforcer les forces authentiquement anti-fascistes et d'approfondir le travail commun entre ces organisations.

* * *

Action urgente de solidarité internationale

Un communiqué est parvenu à notre bureau de la section française d'**Amnistie internationale** qui dénonce le cas dramatique du kidnapping survenu récemment dans notre pays et lance un appel urgent pour la mobilisation internationale afin d'obtenir la liberté des personnes kidnappées par la police pinochétiste.

Les faits rapportés sont les suivants:

Le 16 janvier, Bernarda Santelices Díaz fut arrêtée dans sa maison par des agents du CNI (ex-DINA) avec Germañ Jesús Cortés Rodríguez (qui fut ensuite tué deux jours plus tard).

Le lendemain, la fille de 7 mois de Bernarda qui avait été placée aux soins des voisins, fut aussi kidnappée par les agents du CNI.

Le 20 janvier, la mère et l'enfant furent amenées à la Casa Correccional de Mujeres (la prison des femmes). En arrivant en prison, le bébé a dû être transporté à un Service spécial à cause d'une infection aux voies respiratoires due au fait que pendant des jours elle n'avait pas été adéquatement vêtue, alimentée ni eu de soins hygiéniques convenables. Le 7 février, le bébé a dû être amené à l'hôpital Sotero del Río à Santiago, souffrant d'une broncho-pneumonie. La mère fut torturée pendant sa détention.

Il est nécessaire de déployer une campagne à grande échelle contre ces crimes les plus récents de Pinochet — protestations et dénonciations; pour exiger le respect de la vie et de l'intégrité physique et morale des femmes détenues. Il est nécessaire d'envoyer des télégrammes concernant la santé de l'enfant. Réclamer que l'enfant reçoive l'assistance médicale nécessaire. On

doit aussi exiger que Bernarda Santelices Díaz reçoive l'attention nécessaire et qu'elle soit libérée. (A date il n'y a pas d'accusations concrètes contre elle.)

Envoyez lettres et télégrammes à:
Général Odlanier Mena Salinas
Centre national d'Information
Calle Rafael Cañas 214
Santiago, Chili

Et si possible, des copies à:

Général Augusto Pinochet
Presidente de la República
Edificio Diego Portales
Santiago, Chili

Général Fernando Mattei
Ministro de Salud Pública
Monjitas 689
Santiago, Chili

"El Mercurio"
Compañía 1214
Santiago, Chili

* * *

Nouvelles latino-américaines

Argentine: Le 24 mars dernier marquait le deuxième anniversaire du coup d'Etat et l'établissement de la pire des dictatures que le peuple argentin ait connue. Pour coïncider avec le mois de son établissement au pouvoir, la bande d'assassins dirigée par le général Videla a ajouté un nouveau et monstrueux crime à sa liste déjà longue et sinistre.

Le 14 mars, 60 prisonniers, la plupart des prisonniers politiques, y compris plusieurs femmes, furent massacrés à la prison Villa Devoto. Dans le massacre, diverses unités de la police fédérale et de l'armée sont intervenues afin, selon la version officielle, d'"écraser une tentative de soulèvement des prisonniers". Néanmoins, cette version cynique des faits fut repoussée par divers témoignages de prisonniers non-politiques qui ont dénoncé les terribles conditions des détenus dans cette prison et dans d'autres prisons argentines et l'atmosphère de tension extrême qu'on y éprouve, une situation qui facilite énormément le travail de provocation et d'extermination de l'opposition par l'armée argentine.

Le massacre des prisonniers de la Villa Devoto a redoublé l'indignation et la haine contre l'armée argentine. Sur le plan

international elle a accru, entre autres, la campagne pour le boycottage du Championnat de Football mondial qui est supposé se tenir en juin dans des stades qui sont souvent situés à quelques mètres des endroits de détention, de mort et de torture maintenus par la junte militaire.

La campagne est organisée à l'échelle internationale par le Comité pour le Boycottage de l'Organisation en Argentine de la Coupe mondiale de Football (COBA).

Son adresse en France est:

COBA, 14 rueNanteuil, 75015,
Paris, France.

Brésil: Une répression d'une nouvelle envergure a été déclenchée par la dictature brésilienne qui, tout comme la dictature argentine, célèbre l'anniversaire de son érection au pouvoir (14 années sont passées depuis le 1er avril 1964).

Le 18 mars, 11 professeurs, avocats et journalistes ont été arrêtés, accusés d'être "subversifs" pour avoir tenté d'inculquer la doctrine marxiste à des enfants de 6 à 13 ans.

Une campagne de dénonciation et de protestations a été déclenchée dans le pays, coïncidant avec la visite du plus haut représentant de l'impérialisme américain, le président Carter.

Nicaragua: Au cours du mois de mars, le peuple du Nicaragua a développé davantage les actions et les luttes contre la dictature de Somoza. Le Front de Libération national Sandinista (FLNS) a dirigé d'importantes actions armées dans les villes proches de la capitale, comme Rivas, Granada et Massaya.

La garde nationale du tyran, en coopération avec l'armée du Honduras, a effectué une campagne d'"encercllement" dans les montagnes du nord dans un effort vain et infructueux pour capturer les groupes révolutionnaires armés. Au contraire, l'éclatement de plusieurs soulèvements locaux est devenu un phénomène généralisé qui préoccupe gravement la dictature de Somoza.

Equateur: Profitant des prochaines élections présidentielles, prévues pour le 16 juillet de cette année, et comme moyen de mener du travail d'agitation et de renforcer les forces révolutionnaires, le Mouvement démocratique populaire de ce pays a lancé la candidature à la présidence du recteur de l'université centrale, Camilo Mena (Voir l'entrevue publiée dans ANCHA, numéro 30, mars 1978).

Comme colistier l'avocat Jaime Hurtado a été présenté. Auparavant cinq candidats ont été annoncés à la présidence de l'Equateur.

Nous publions ci-dessous une partie de l'entrevue d'ANCHA avec le recteur Camilo Mena, qui n'a pas été publiée dans notre dernier numéro, faute d'espace.

Nous rappelons à nos lecteurs que le docteur Mena est aussi président du Front patriotique pour la Nationalisation du Pétrole et d'autres ressources naturelles.

ANCHA: Pourquoi préconisez-vous la nationalisation du pétrole?

Dr. Camilo Mena: Tout d'abord, pour la défense de la souveraineté nationale. Deuxièmement, parce que les compagnies de pétrole se livrent à une exploitation telle des ressources qu'elles ont provoqué la détérioration des structures hydro-carboniques.

Il y a 101 puits de fermés à cause de l'insuffisance du flux et des problèmes d'eau. De plus, les compagnies ne respectent pas les contrats, entraînant de graves dommages pour le pays.

En outre, aujourd'hui il y a une mauvaise distribution des fonds pétroliers, y compris une récente réduction du pourcentage alloué aux universités et des fonds sont compris pour la junte de Défense nationale (groupe responsable de l'achat d'équipement pour les forces armées) et la force aérienne.

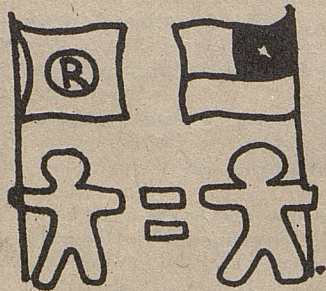
Nous combattons pour la nationalisation du pétrole sans indemnisation et non pour son achat. Comme l'un des membres du Comité national l'a dit: "L'on ne peut payer le voleur pour ce qu'il nous a volé".

Nous poursuivrons jusqu'à ce que nous ayons réalisé la nationalisation complète du pétrole. Nous avons de plus étendu notre activité pour inclure la défense des mines, des forêts, la défense ichtyologique et la défense des 200 milles de territoire marin.

ANCHA: Pourriez-vous nous parler un peu de la défense des droits de l'Homme et de la lutte anti-fasciste?

Dr. Camilo Mena: L'université centrale de l'Equateur, en tant que structure essentielle de notre pays, déclare de façon permanente son adhésion à la lutte des peuples latino-américains pour leur libération. Nous avons organisé diverses réunions de masse à l'université en solidarité aux peuples et à leur lutte anti-fasciste et nous avons approché des organisations qui protestent contre les violations des droits de l'Homme. C'est une position officielle de l'université et non seulement de son recteur.

* * *



Appel à tous nos lecteurs

Au cours des derniers mois, ANCHA a augmenté son nombre de pages à chaque numéro, amélioré sa présentation et accru son tirage, qui dépasse aujourd'hui 10,000 exemplaires publiés mensuellement en cinq langues (espagnol, français, anglais, allemand et italien).

Cela fut rendu possible grâce au développement du Front du Peuple parmi les Chiliens en exil et à l'appui récent de milliers et de milliers d'anti-impérialistes de divers pays du monde (récemment de nouveaux comités d'appui à la Résistance chilienne ont été formés au Canada, en France et en Italie).

A cause de l'importance croissante qu'acquiert ANCHA nous

faisons appel à nos lecteurs de:

- Envoyer leurs critiques et opinions.
- Envoyer toute information et publications sur le Chili ou l'Amérique latine.
- Ecrire ou nous envoyer des notes, des commentaires, des articles, des récits ou des poèmes, devenant ainsi un correspondant de notre agence.

— **Augmenter les abonnements** — C'est un important moyen de financement qui assure une large distribution. Nous faisons appel à tous les lecteurs de s'abonner et de faire abonner leurs amis.

* * *